



7. C'est ici qu'on atteint ce que je serais tenté de nommer le « point L » – je vais te dire pourquoi « L » dans un instant. Car ce point de crise maximale est un point de bifurcation. À notre gouvernement fictif il reste deux solutions et deux seulement, aucune intermédiaire : soit il s'affale, dépose les armes et organise la cosmétique de la reddition, Tsipras augmenté en quelque sorte, « démonstration » en vraie grandeur de ce que rompre avec la sagesse néolibérale « est impossible », condamnation pour des décennies de toute expérience de gauche ; soit il maintient, mais alors il doit faire le constat que l'énormité des forces adverses, mortelles, n'est plus accommodable dans le cadre des institutions de la vie « démocratique » ordinaire, dont il est précisément avéré en cette situation qu'elles n'ont rien de démocratique : les procédures démocratiques qui se veulent purement formelles, c'est-à-dire conçues sans égard pour les contenus substantiels dont elles doivent être l'honnête arbitre, n'en finissent pas de trahir leur attachement à un contenu particulier, le contenu de l'ordre propriétaire. La fiction formaliste ne peut être maintenue que si son jeu livre invariablement la reconduction (sous des formes variées *a minima* pour faire illusion « démocratique ») du contenu toujours-déjà-élu – et dénié comme tel. Et dès que le formalisme livre autre chose, alors les masques tombent, et la force armée donne – *again* : tout ça est vieux comme 1848.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est le type de situation qui se nouerait dans le cas de notre expérience de pensée : en trois décennies de néolibéralisme, le capital a considérablement déplacé ses normes. Le déchaînement, je veux dire l'accumulation indéfinie des conquêtes, l'enfoncement des acquis sociaux comme dans du beurre, l'encouragement constant de tous les gouvernements et de toutes les instances internationales, tout ça refait un habitus – un habitus de la position écrasante dans le rapport de force, donc un habitus qui a perdu toute disposition à transiger dans le compromis. C'est anecdotique, mais significatif : souviens-toi du tollé déclenché par des startupers au début du mandat Hollande, ils s'étaient fait appeler « les Pigeons » parce qu'il était question de relever la fiscalité sur les plus-values financières (dont ils font leurs fortunes, et en fait leur raison première

d'« entreprendre »). Bien sûr, effrayé, le gouvernement avait aussitôt renoncé à ses insignifiants projets fiscaux. On comprend qu'à remporter en longue période de si faciles victoires sur des choses aussi bénignes, on développe une intolérance radicale à tout « recul ». Imagine un peu ce que donneraient les « reculs » que nous sommes en train d'envisager. Ce que ça donnerait ? L'entrée en guerre du capital, immédiate, à outrance.

Le point L tire les conclusions de cet état de fait, qui est un état de guerre – et c'est donc « L » comme Lénine. Dans les conditions de raidissement normatif du capital jusqu'à l'intransigeance extrême après trois décennies d'avancées ininterrompues, une expérience gouvernementale de gauche n'a que le choix de s'affaler ou de passer dans un autre régime de l'affrontement – inévitablement commandé par la montée en intensité de ce dernier, montée dont le niveau est *fixé par les forces du capital*. Un autre régime, ça veut dire en mobilisant des moyens littéralement extra-ordinaires, j'entends hors de l'ordinaire institutionnel de la fausse démocratie. Par exemple : réinstauration flash d'un contrôle des capitaux, sortie de l'euro, donc reprise en main immédiate de la Banque de France, mais aussi nationalisation des banques par simple saisie¹, et surtout suspension, voire expropriation, des médias sous contrôle du capital. C'est un point décisif. On ne mène pas une politique qui suppose un soutien puissant de l'opinion dans des conditions d'adversité médiatique générale, maximale, déclarée, principielle. Il faut donc arriver avec un schéma tout armé de refonte entière du secteur des médias, à l'image de celui que Pierre Rimbert avait proposé il y a quelques années². Comme on voit, les urgences simultanées d'un tel gouvernement sont celles d'un double arraisonement *immédiat* : de la finance et des médias du capital.

Il est assez évident qu'aucun compte ne devra être tenu de toutes les interdictions juridiques, comme celles que prononcerait inévitablement le Conseil constitutionnel par exemple (il suffit de rappeler son comportement depuis les nationalisations de 1981 jusqu'à sa validation des lois successives de licenciement « de compétitivité ») : si l'on s'arrête aux institutions de l'ordre propriétaire au moment où l'on entreprend d'abattre l'ordre propriétaire, il est certain qu'on n'ira pas très loin... erreur équivalente à celle de la Commune qui, mesmémisée, a mis le genou à terre devant le fronton de la Banque de France, et s'est interdit de s'emparer de son or. Il suffit sans doute de dire ces choses pour apercevoir dans quel univers nous fait basculer le franchissement du point L. D'aucuns diraient qu'il s'agit d'un univers de type « dictature du prolétariat ». Aux réserves près quant à la signification du mot « prolétariat », ce ne serait pas faux. Il suffira de se rappeler en quels termes Lénine la définissait : la démocratie, *en principe*, c'est la loi de la majorité, *donc la dictature de la majorité* (puisque elle impose ses vues à la minorité), et il se trouve au surplus que, dans les institutions distordues qu'elle se donne dans l'ordre capitaliste, la dictature démocratique ne fonctionne qu'au profit de la minorité (du capital). La dictature du prolétariat, ou dictature de la majorité, n'est donc rien d'autre que la « démocratie » ramenée à son concept.

Tu te souviens comme moi de cette scène déchirante du film *Reprise*, tournée à l'entrée des usines Wonder en juin 68, avec ce cégétiste patelin qui explique à une femme qu'allez, il faut y retourner, qu'on a beaucoup obtenu, qu'on aura même davantage la prochaine fois – et elle qui crie sa détestation de ce travail ignoble. En faisant un effort, on pourrait, sinon se couler dans la logique de ce syndicaliste de l'époque, au moins y voir le reflet d'une conjoncture dans laquelle, en effet, il était possible d'obtenir « quelque chose » du capital, sous réserve évidemment, conformément d'ailleurs aux termes du compromis fordien, de ne pas attenter à sa souveraineté sur la production. Pourvu donc que cette prémisse demeure intouchée, le capital « répondait » au rapport de force, tel qu'il était encore armé

par les structures économiques de l'époque, qui limitaient objectivement sa latitude stratégique, donc son pouvoir de négociation. Mais plus rien de tout ça ne tient après quatre décennies de néolibéralisme *no limit*. Plus aucune retenue, plus aucune contention, plus aucune décence – puisque la modification des structures a supprimé tous les intérêts à la retenue, à la contention et à la décence. C'est vraiment cela, ce déplacement de ce qu'on pourrait appeler pour faire image la position psychique du capital, qu'il importe d'avoir en tête pour être au clair quant à ce qu'il est permis d'espérer dans le cadre des structures économiques et des institutions « démocratiques » d'aujourd'hui : rien.

Il faut vraiment prendre la mesure de toutes les transformations qui se sont effectuées en trente ans de néolibéralisme, des transformations qui, du côté des dominants, ont refait un pli, ont refait tout un habitus : l'habitus du *déchaînement*. Littéralement : dé-chaînement. Le type humain du dominant capitaliste a été modifié : jadis il y avait l'arrogance, le mépris de classe, etc., bien sûr tout ceci est resté, mais s'y sont ajoutés toute une série de traits sociopathiques nouveaux. J'admets que la catégorie de « sociopathe » n'est pas très raffinée, mais ici elle suffira bien pour dire ce qu'il y a à voir – avec en prime cette ironie de retourner les catégories du DSM contre le système dont il est l'émanation.

Le dé-chaînement à l'étage des structures s'est exprimé en un dé-chaînement à l'étage des psychés, pour engendrer des types que rien ne retient, et notamment aucune considération de moralité ou de sensibilité à la souffrance d'autrui. Nous avons cette conversation au moment où a lieu le procès des dirigeants de France Télécom. Leurs propos, leur système de défense, leurs auto-justifications, mis en regard des témoignages de leurs victimes ou des proches de leurs victimes : tout est stupéfiant. Je sais que je vais dire une trivialité, mais ces gens – les capitalistes d'aujourd'hui – considèrent les hommes comme des choses. La chosification, l'objectalisation des hommes, c'est cela le propre du sociopathique, objectalisation qui dispense de tout sentiment moral.

Pour notre malheur, ce propre s'est trouvé d'emblée inscrit dans les schèmes fondamentaux de la rationalité économique, instrumentale, celle qui agence des moyens à des fins, et qui ne discute pas de la nature des moyens. Nous le savons même depuis Kant puisque celui-ci nous avait mis en garde en nous enjoignant d'agir « de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre toujours en même temps comme une fin, et jamais comme un moyen »³ – c'est donc bien que la possibilité de l'abus est constituée depuis longtemps.

À tout le moins le capitalisme néolibéral, armé de rationalité économique, lui a-t-il donné une extension inouïe – *ressources humaines*, et tout est dit. Le plus frappant, et le plus caractéristique, dans le procès France Télécom, c'est que les prévenus, à l'évidence, ne comprennent absolument pas ce qui leur est reproché ou, plus exactement, parviennent sans cesse à le ramener à un système de justifications admissibles à leurs yeux, au simple respect de la « nécessité économique », sans doute regrettable à certains égards, mais qui, enfin, s'impose et dont ils ne sont, à la limite, que les desservants quasi mécaniques. Un système qui broie les individus jusqu'à la mort, opéré par d'autres individus qui se prévalent d'un commandement supérieur (ici la « loi du marché »), c'est une configuration qui nous rappelle des choses – Adorno et Horkheimer, me semble-t-il, ont produit une ou deux idées à ce sujet... Mais ce qui me paraît le plus important dans tout ça, c'est que nous avons affaire à des *enfermés*. Rien ni personne ne pourra leur faire apercevoir la monstruosité de leurs actes. Plus rien ne pourra se frayer un chemin jusqu'à leur conscience morale. Il faut bien voir la généralité du portrait, bien au-delà du cas particulier France Télécom – depuis plus de 25 ans, la souffrance au travail est suffisamment documentée pour qu'on sache à quoi s'en tenir : à un fait justiciable d'une épidémiologie. Et

pour qu'on sache également comment le rapporter à une certaine configuration des structures économiques du capitalisme contemporain, donc, à une certaine configuration des psychés des dominants dans ces structures, telles qu'elles expriment ces structures et les effectuent.

Mais on voit tout autant combien le type sociopathique s'est répandu partout, pas seulement dans les entreprises mais, fatalement, dans l'État également. Macron n'en est-il pas la plus parfaite incarnation ? Il éborgne, mutile, mais ça n'a aucune importance, ça n'existe pas. À l'évidence, ça ne lui a pas ôté une minute de sommeil. Comme toujours, seul un peu de recul historique permet de prendre la mesure des dérives en longue période. Pasqua, avait-on rapporté, avait été atteint par la mort de Malik Oussekiné – Pasqua ! C'était en 1986. Trente ans plus tard, disparition complète du moindre mouvement de conscience : Macron, Castaner, Lallement, ces gens-là dorment dans la plus complète satisfaction de leurs actes, comme il y a peu Lombard, Wenès et Barberot (les dirigeants de France Télécom). Il faut voir tout ça pour se rendre à l'idée qu'avec ce type il n'y a pas, il n'y a plus, de transaction, d'attribution, ou de compromis possibles. Il faut se défaire de l'espoir naïf qu'on pourrait à force d'explications lui faire entendre raison, lui ouvrir les yeux, le ramener à la morale commune ou au respect minimum de l'humanité des hommes, pour renégocier un arrangement macrosocial différent. C'est fini, c'est trop tard. Eux ont passé le 38^e parallèle, on ne pourra plus les rattraper. Quand on a affaire à des cas particuliers, il y a bien la neutralisation judiciaire-carcérale. Quand on a affaire à une configuration historique entière, il n'y a plus que la solution de l'affrontement global – nous y voilà de nouveau reconduit : gigantomachie. Tout défi au pouvoir totalitaire du capital aura à passer par ce point d'épreuve, aura à apercevoir que, toute possibilité de compromis ayant disparu, la situation se clarifie dramatiquement en guerre à outrance. Jusque, disons, la fin des années 1990, des marges de renégociation existaient encore – j'entends par là qu'une politique publique délibérément engagée pour retordre le rapport de force moins en défaveur du travail pouvait peut-être encore espérer ne rencontrer que des *résistances*, pas la guerre ouverte. Plus maintenant. En trente ans, la dérive psychique du capital a radicalement repositionné les enjeux. Ou l'on assume ça, et l'on pourra éventuellement faire quelque chose de la conquête du pouvoir d'État, ou on ne l'assume pas et mieux vaut repartir planter ses choux.

Mais l'assumer n'est pas tout – condition nécessaire seulement. Encore faut-il en avoir les moyens de puissance. C'est ici qu'on mesure l'illusion de pouvoir attachée à la seule « conquête du pouvoir » sous la forme d'un « gouvernement » – quelques dizaines de types dans des palais, c'est-à-dire dans le vide, à plus forte raison quand toute la structure institutionnelle qui fait l'effectivité du pouvoir est, soit en train de se retourner contre eux, soit en train de s'effondrer. Alors il faut manifester à nouveau le nombre, et il n'y a pas d'autre solution que de le reconvoquer sous sa forme brute, élémentaire : le nombre comme nombre, physiquement. Dans la rue donc. Si la multitude ne fait pas connaître sa force immédiate de multitude, ce sont les forces adverses, réactionnaires, qui l'emporteront. C'est pourquoi, si on la prend au pied de la lettre, une expérience gouvernementale de gauche est *impossible*. Prendre l'expression à la lettre, c'est à la fois indiquer que par « gauche » il faut entendre la contestation de l'emprise du capital sur la société entière, peut-être jusqu'à son annulation complète, et par « gouvernementale », il faut entendre une politique qui ne passerait que par l'activation des structures étatiques au sens le plus étroit du terme. Au point d'intransigeance où en est venu le capitalisme néolibéral, cette expérience, ainsi définie, n'a aucune chance. Elle n'en retrouve qu'au

moment où le nombre se manifeste dans son concret brut : comme nombre prenant la rue, occupant les lieux, intimant la crainte aux forces réactionnaires – ce dont nous avons eu la préfiguration quand les Gilets jaunes se sont rendus spontanément à cette évidence pourtant énorme, mais soigneusement ignorée depuis si longtemps, que le rapport des forces doit être manifesté par défi à l'ennemi sur son propre terrain : les quartiers riches – et pas le navrant Bastille-Nation. Quand l'émeute dévaste le VIII^e arrondissement, le changement d'ambiance est immédiat. Seule la pression physique de la multitude, c'est-à-dire faisant ré-éprouver *corporellement* aux dominants leur situation minoritaire, est à même de désarmer leur arrogance – et de leur réapprendre à raser les murs.

La question n'est pas seulement celle de la situation minoritaire des dominants « les plus dominants », mais également de rendre *très* minoritaire le bloc social dont ils parviennent à s'entourer – ce que Bruno Amable et Stefano Palombarini nomment « le bloc bourgeois »⁴. Une condition du « très minoritaire » que, typiquement, n'aurait pas satisfaite, par exemple, la présidentielle de 2017 si l'inutile Hamon, apportant ses voix dès le premier tour, avait permis à Mélenchon de passer et de nous mettre devant notre expérience de pensée devenue réalité. Il est tout à fait certain qu'accéder au pouvoir avec un soutien objectif aussi mesuré que ce score de premier tour ne suffisait nullement à créer les conditions auxquelles je pense : les conditions du nombre de masse mobilisé. Dont une réalisation a été donnée en 1936. Sans grève générale : rien. Supposons que la machine à remonter le temps nous permette de revenir en avril 2017, de machiner Hamon, et puis voilà, Mélenchon est élu. Que se passe-t-il ? À l'évidence Tsipras redux : tempête générale – alors qu'il ne s'agit, je le rappelle, que de restaurer plus ou moins le rapport de force dans son état d'il y a 40 ans, toléré alors, intolérable aujourd'hui (par le capital bien sûr), et c'est à cela qu'on mesure le déplacement normatif gigantesque parcouru entre-temps. Tempête, donc, d'abord financière, ensuite médiatique, et retraite en rase campagne. En deux mois, grand maximum, peut-être même deux semaines !, là où il avait fallu deux ans pour les « socialistes » de 1981 – c'est qu'entre-temps, de la furie financière des marchés à la vérole capitaliste des médias, en passant par l'égout permanent des chaînes d'information, tout a crû et embelli, et dans d'in vraisemblables proportions. Un Mélenchon élu en 2017 se retrouve au pouvoir avec un soutien mesuré par un score de premier tour de 20 % et quelques, seul au sommet d'un appareil d'État dont certaines composantes stratégiques s'approprient à faire défection, si ce n'est à saboter activement. Et face à une hostilité écumante de la quasi-totalité du pouvoir économique et symbolique en face de lui. Comment veux-tu que ça ne se finisse pas en une terrible défaite ? Dont on peut légitimement se demander d'ailleurs si l'intéressé ne l'a pas lui-même déjà intégrée par anticipation, et n'a pas déjà préparé sa rhétorique du « repli offensif » ou quelque autre fourbi de ce genre.

Pour qu'il ne puisse pas faire retraite sur des « positions préparées à l'avance », il faut que le nombre ne lui laisse pas d'autre choix que d'avancer vers le point L, et de le franchir. Alors on a peut-être une configuration praticable qui fait droit à tous les bords de la contradiction : les masses mobilisées à la fois pour surveiller le pouvoir, le river à sa ligne, et lui donner la force de faire, c'est-à-dire mobilisées pour tenir ensemble que 1) le pouvoir d'État, c'est de la puissance cristallisée macroscopique, seule à même de défaire la puissance macroscopique du capital, mais 2) *en tant que tel*, l'État n'est qu'un lieu vide et sans pouvoir – en fait sans force.

Mais le nombre écrasant, c'est aussi, peut-être surtout, la condition pour que cette « dictature du prolétariat » ne dégénère pas en guerre civile, donc à terme en dictature tout court. Plus le nombre est grand, plus les dominants déposés sentent qu'ils sont maintenant

numériquement et symboliquement dominés. Il y a des disproportions quantitatives qui désamorcent d'emblée toute tentative d'aller à la guerre, qui font comprendre « en face » que cette guerre est sans objet parce qu'elle est déjà perdue. J'ai évoqué un peu légèrement tout à l'heure l'alternative entre assumer le point L et rentrer planter ses choux, mais c'est tout de même une affaire de la dernière gravité, tout ce dont nous parlons. L'ordre propriétaire-capitaliste n'a jamais reculé à la perspective de la répression sanglante et de la guerre sauvage quand il s'est senti en péril. L'histoire nous a plus qu'abondamment montré de quoi il était capable, où il plaçait les enjeux, et quels moyens il n'hésitait pas à se donner. Ce sont les dominants qui fixent le niveau de la violence et règlent les intensités de la tragédie de l'histoire. Le nombre, en sa puissance écrasante, affirmative et dissuasive, est le seul antidote au déchaînement.

En tout cas voilà : dans une conjoncture telle que celle à laquelle je pense, nous aurions à faire à une forme inédite de l'État : l'État « habituel » auquel on aurait retiré ses composantes défectives et auquel on aurait ajouté les masses mobilisées. C'est ce nouvel ensemble qui formerait, sans doute transitoirement, l'État. En quelque sorte un État obtenu par l'équivalent d'une transition de phase : la *potentia multitudinis* jusqu'ici cristallisée dans toute l'épaisseur institutionnelle de l'appareil s'est en partie défaits, mais une quantité équivalente, en fait supérieure, de puissance de la multitude la remplace quoique sous une autre forme : la puissance des masses en état de mobilisation. Il s'agit donc, littéralement, d'une question de *métamorphose* de la puissance politique : de la forme cristallisée-institutionnelle on retourne, pour une part, à la forme brute.

Une politique de transformation sociale passant par l'État est donc sous condition de cette transition de phase, d'une mobilisation de masse durable. La question remonte alors d'un cran : sous quelles conditions la condition est-elle elle-même placée, je veux dire : qu'est-ce qui produit de la mobilisation de masse durable ? Durable, c'est-à-dire au moins jusqu'à ce que s'accomplisse la métamorphose inverse de la précédente, car elle se produira : une recristallisation de la *potentia multitudinis* mais dans un tout nouvel appareil institutionnel de l'État, cette fois notionnellement conforme aux nouvelles orientations de la politique. Mais avec de nouveau réarmé le risque de la capture séparatrice : les masses retournent à leurs occupations, la division du travail politique reprend ses droits, littéralement des *fonctionnaires* prennent en charge (les fonctions), bref font fonctionner... et de nouveau on est dans le pénible.

Image : neomechanica.tumblr.com/post/180141333.

références

références

- ↑1 J'avais déjà évoqué ce mécanisme au moment de la crise financière de 2008, il se pourrait d'ailleurs qu'il redevienne d'actualité d'ici peu... : « Pour un système socialisé du crédit », blog La Pompe à Phynance, *Le monde diplomatique*, 5 janvier 2009.
- ↑2 Pierre Rimbert, « Projet pour une presse libre », *Le monde diplomatique*, décembre 2014.
- ↑3 Kant, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Vrin, coll. « Bibliothèque des textes philosophiques », 1997, p. 105.
- ↑4 Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, nouvelle édition, Raisons d'agir, 2018.